

Article 21 du Règlement

LA SEMAINE DE LA PETITE ET MOYENNE
ENTREPRISE

LES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES DYNAMIQUES DE LA PME

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur met tout en oeuvre pour appuyer la petite et moyenne entreprise dans le cadre de la semaine de la PME qui se tiendra du 19 au 25 octobre dans tout le Canada, et dont le thème est: Bien gérer pour réussir.

Les activités de la semaine sont le résultat de la collaboration du ministère de l'Expansion industrielle régionale ainsi que de la Banque fédérale de développement associés à d'autres organismes tels les chambres de commerce qui ont prévu plus de 600 activités diverses d'un océan à l'autre du pays.

Ces dernières années, au Canada, la petite entreprise a été le chef de file en matière de création d'emplois. Le gouvernement conservateur s'est rendu compte des possibilités économiques dynamiques de la petite entreprise.

Dans son énoncé de renouveau économique, le ministre des Finances (M. Wilson) a reconnu la nécessité d'encourager l'esprit d'entreprise et de risque. J'invite donc tous les gens d'affaires à venir rencontrer le personnel des divers ministères fédéraux qui seront à leur disposition pour les informer sur les services et les programmes gouvernementaux.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA NÉCESSITÉ POUR LE GOUVERNEMENT DE SE MONTRER PLUS
JUSTE ENVERS LES CHÔMEURS CANADIENS

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, le premier ministre (M. Mulroney) a juré qu'il n'y aurait aucune réduction des prestations versées aux chômeurs. Je me demande donc comment il peut concilier sa déclaration avec celle du président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) qui, dans le document, démontre clairement que le gouvernement a récupéré 30 millions sur les prestations d'assurance-chômage au niveau des préretraités.

Monsieur le Président, il y a 50 000 personnes au Canada qui se sont vu couper leurs prestations d'assurance-chômage à la suite de la décision de ce gouvernement.

De plus, monsieur le Président, si ce même gouvernement approuve les recommandations du rapport Forget, le Québec perdra 930 millions de dollars; Terre-Neuve, 210 millions; l'Île-du-Prince-Édouard, 50 millions; la Nouvelle-Écosse, 130 millions; le Nouveau-Brunswick, 230 millions; la Saskatchewan, 60 millions; l'Alberta, 130 millions et la Colombie-Britannique, 430 millions.

Monsieur le Président, j'invite tous les députés conservateurs à se réveiller et à forcer ce gouvernement à être plus juste à l'endroit des chômeurs canadiens.

• (1405)

[Traduction]

LE MULTICULTURALISME

L'OPPOSITION DU GOUVERNEMENT AU RACISME ET À LA
DISCRIMINATION

M. William G. Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président, voici pour moi la première occasion que j'ai d'intervenir de ce bout-ci de la Chambre. Le discours du trône du 1^{er} octobre a réitéré l'intérêt que le gouvernement porte au multiculturalisme et aux groupes ethniques au Canada. Le gouvernement encourage l'esprit d'entreprise qui caractérise nos nombreux groupements minoritaires lesquels contribuent de façon si essentielle au développement économique du Canada. On est à démanteler tout ce qui reste de barrières institutionnelles. Voilà qui est une bonne nouvelle dans ma circonscription d'Edmonton-Est qui compte divers groupes ethniques importants.

Nous avons assumé un rôle positif de premier plan en combattant toutes les formes de racisme et de discrimination. Nous allons continuer à reconnaître la grande contribution que nos nombreuses cultures différentes apportent à la vie socio-économique du Canada. Monsieur le Président, le multiculturalisme a été une grande priorité du gouvernement et continuera de l'être.

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LE RENVOI DES TRAVAILLEURS
MOZAMBICAINS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement de l'Afrique du Sud a encore une fois entrepris de protéger l'apartheid en augmentant le nombre de ses attaques dirigées contre les États frontaliers de l'Afrique australe. Le congédiement par ce pays de dizaines de milliers de travailleurs mozambicains en sus des agressions militaires contre le Mozambique montées par des troupes sud-africaines pourraient fort bien se solder par la famine pour de nombreux Mozambicains.

Le Canada se targue avec fierté d'être à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid. Le gouvernement avait été prévenu par l'ACDI, en février dernier, et par le Comité des droits de la personne, cet été, qu'il fallait prévoir de l'aide pour les pays frontaliers, et notamment le Mozambique.

J'exhorte à présent le gouvernement à immédiatement changer le Mozambique de catégorie aux fins de l'aide bilatérale accordée par l'ACDI, et de le porter ainsi à la catégorie supérieure, à rétablir l'aide humanitaire et technique accordée par l'agence au Congrès national africain et à rallier l'aide d'autres gouvernements et organismes multilatéraux qui défendent les mêmes principes dans le but de coordonner la riposte aux agressions de l'Afrique du Sud.